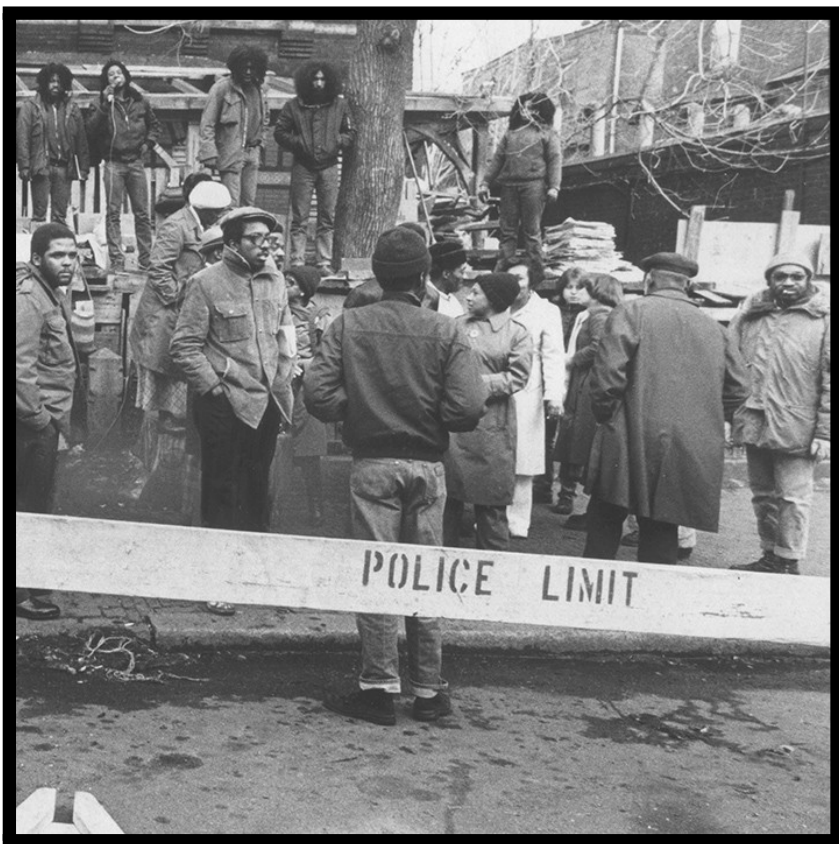
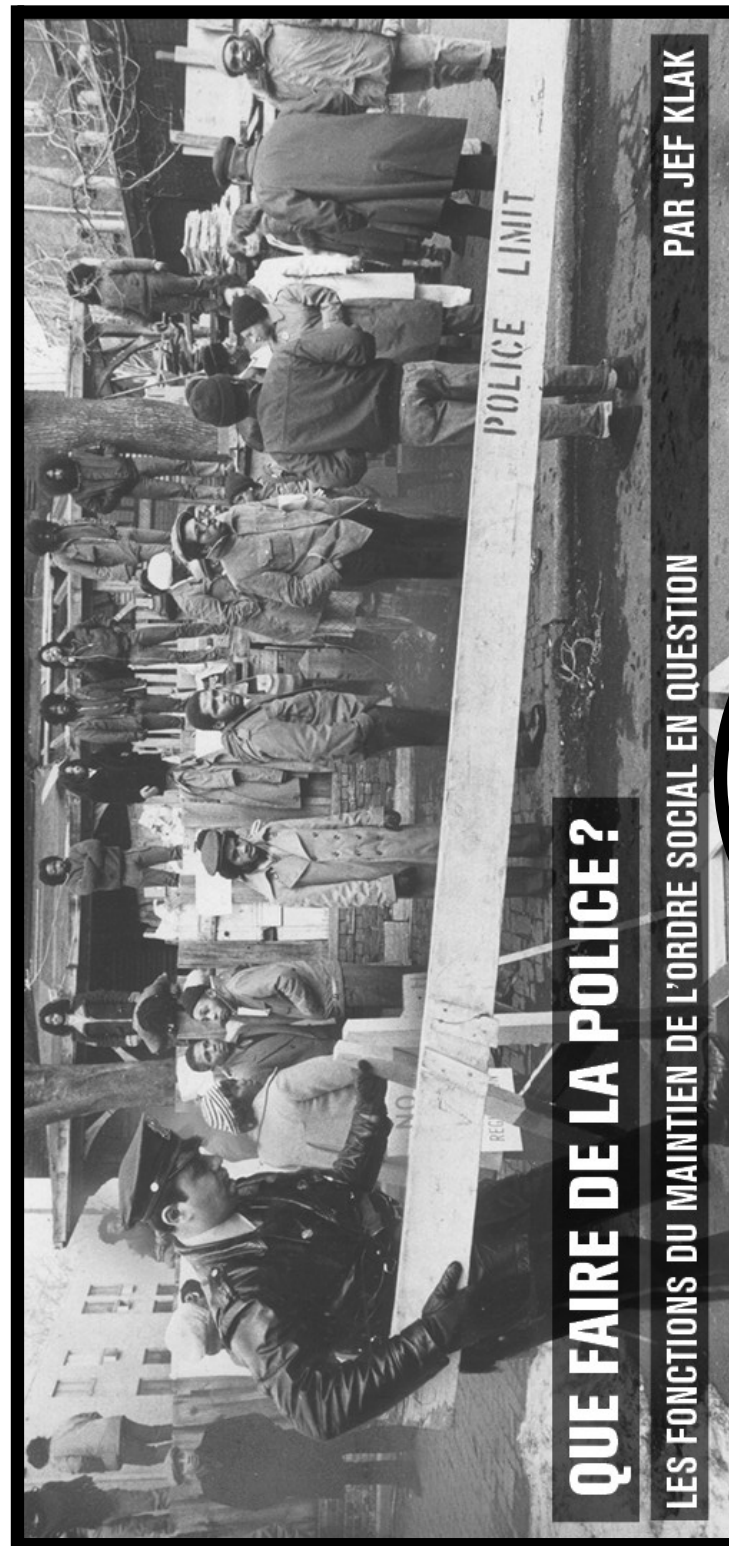




Lamine Dieng, Babacar Gueye, Adama Traoré... La liste est longue des personnes racisées tuées par la police en France. Impunité des forces de l'ordre, contrôles au faciès, insultes répétées, omerta au sein des services de police... Les pléthoriques injustices à l'œuvre dans le « maintien de l'ordre » sont avérées par de nombreuses études. Maintenir un ordre social injuste, telle est la doctrine de la police ; et partout l'on supprime des postes (dans la santé, l'éducation, le travail social), pendant que les moyens alloués au ministère de l'Intérieur ne font qu'augmenter. La logique est claire dans l'histoire néolibérale des quarante dernières années : transférer les budgets pour la prévention et l'émancipation dans les secteurs de la répression et de l'enfermement.

contact@jefklak.org



Jef Klak

JUIN 2020

Cet article est initialement paru
sur le site de Jef Klak
<jefklak.org>

NOTES

1. Ce texte est une transcription d'un discours donné le 4 juin 2020 par Alex S. Vitale pour la chaîne Youtube du journal *Jacobin* (et s'inscrivant dans une série d'éducation populaire intitulée «Stay at Home»): «We must defund the police».

QUE FAIRE DE LA POLICE ?

Les fonctions du maintien de l'ordre social en question

Par Jef Klak

Lamine Dieng, Babacar Gueye, Adama Traoré... La liste est longue des personnes racisées tuées par la police en France. Impunité des forces de l'ordre, contrôles au faciès, insultes répétées, omerta au sein des services de police... Les pléthoriques injustices à l'œuvre dans le « maintien de l'ordre » sont avérées par de nombreuses études. Maintenir un ordre social injuste, telle est la doctrine de la police ; et partout l'on supprime des postes (dans la santé, l'éducation, le travail social), pendant que les moyens alloués au ministère de l'Intérieur ne font qu'augmenter. La logique est claire dans l'histoire néolibérale des quarante dernières années : transférer les budgets pour la prévention et l'émancipation dans les secteurs de la répression et de l'enfermement. C'est contre ce choix de société que nombre de citoyen·nes des États-Unis se battent en faveur d'une abolition de la police. Et c'est pour un autre modèle social qu'est né le mouvement « Defund the police » (« Couper les vivres à la police ») à la suite du crime policier qui a tué Georges Floyd en mai 2020. L'allocution du sociologue d'Alex S. Vitale (auteur de *The End of Policing*, Verso, 2017) traduite ici rappelle ce travail de base des militant·es abolitionnistes pour changer de modèle. Plutôt que budgétiser une police contre la population et d'essayer de rendre sympathique celles et ceux qui sont payé·es pour terroriser, nous devrions refuser la légitimité de leur fonction et rediriger l'argent public dans des missions sociales : le logement, le soin, l'entraide. Jef Klak a décidé d'accompagner ce texte de la traduction d'un tableau réalisé par le groupe Critical Resistance pour détailler les mesures qui ne font qu'élargir les pouvoirs de la police sous couvert de réformes humanistes, au lieu de repenser en profondeur une organisation sociale au service des plus riches et du racisme systémique.

RENFORCER LA POLICE OU L'ABOLIR PAS À PAS

Ce tableau détaille les différences entre les propositions réformistes, d'une part, qui perpétuent, voire élargissent le champ d'action de la police et les étapes abolitionnistes d'autre part, qui cherchent à saper et réduire son impact sur l'ensemble de la société. Pour qui lutte en faveur d'une diminution du pouvoir de la police, il existe des manières positives de s'impliquer, en vue du bien commun et d'un monde plus juste.

CRITICAL RESISTANCE (USA) / JEF KLAK (FRANCE)

EST-CE QUE...	RÉDUIT LE BUDGET DE LA POLICE ?	QUESTIONNE L'IDÉE SELON LAQUELLE LA POLICE ACCROÎT LA SÉCURITÉ ?	RÉDUIT LES OUTILS / TACTIQUES / TECHNOLOGIES DONT DISPOSE LA POLICE ?	RÉDUIT LA PLACE DES SERVICES DE POLICE DANS LA SOCIÉTÉ ?	
Le port de caméras-piétons par les policier-es	Non, au contraire. Équiper des agents de caméras-piétons requiert d'allouer plus d'argent à la police.	Non. Les caméras embarquées sont vendues comme un moyen de responsabiliser la police, renforçant l'idée que lorsque cela est « bien fait », le métier de police offre plus de sécurité aux gens.	Non, au contraire. Les caméras-piétons sont un nouvel outil fourni à la police qui augmente sa capacité de surveillance, ainsi que son budget pour acquérir de nouveaux gadgets.	Non, au contraire. Les caméras-piétons suggèrent que, sans un « usage excessif de la force », la police n'est pas une menace. Mais on peut éteindre ces caméras et, quand elles sont disponibles, les images peuvent être utilisées pour surveiller la population.	
La police de proximité	Non, au contraire. Les défenseurs de la police de proximité considèrent qu'il faudra embaucher plus de policier-es pour la mettre en place dans les quartiers.	Non. Cette idée se fonde sur la croyance selon laquelle l'objectif de la police est de protéger les gens et que les violences policières sont dues à une « rupture de confiance » entre la police et la population.	Non, au contraire. On enseigne aux policier-es de proximité de nouvelles approches et de nouvelles tactiques.	Non. La police de proximité accroît le nombre de policier-es, en particulier dans les quartiers où vivent les personnes pauvres et racisées, perçues comme manquant de confiance envers la police.	
Une meilleure formation pour les policier-es	Non, au contraire. Améliorer la formation des policier-es nécessiterait d'augmenter les ressources allouées à la police.	Non. Cela participe à la croyance que l'on peut se fier à la police en matière de sécurité et que les violences policières sont le résultat d'un manque de formation.	Non, au contraire.	Non. Cela augmentera même le champ d'action de la police. Par exemple certaines plaident pour former la police à mieux réagir aux urgences psychiatriques, présumant que c'est à la police d'intervenir pour n'importe quel type de problème.	
Le contrôle citoyen par des Conseils de supervision	Non. Cela pourrait entraîner une augmentation du budget, ou ne rien changer (au mieux).	Non. Mettre en place une supervision ne change pas la violence quotidienne du métier de police, et cela fait croire que les abus sont des exceptions.	Non. Certains plaident pour des conseils citoyens « décisionnels », capables de prendre des décisions et d'interdire certaines armes et techniques. Cependant un conseil avec un tel pouvoir n'a jamais existé malgré cinquante ans d'expérimentations.	Non. Cela offre à la police un mandat « populaire » qui la consacre encore davantage en tant qu'institution légitime et réformable. Certains conseils chargés de surveiller la police sont même devenus les garants structurels de son existence.	
Juger les policier-es coupables de meurtres ou d'abus sur les citoyen-nés.	Non. Traduire les policier-es en justice n'a pas d'influence sur le coût de la police.	Non. Individualiser les abus induit une distinction trompeuse entre policier-es « bon-nes » (pour notre sécurité) et « mauvais-es » (les exceptions), au lieu d'interroger les violences policières comme systémiques et l'idée d'une police qui protège.	Non. La plupart du temps, l'attention des médias sur des cas sensationnels conduit à l'attribution de plus de ressources et de technologies pour la police, notamment des caméras-piétons et des formations.	Non. Cela renforce le complexe industriel-carcéral en faisant du policier coupable de meurtre ou de corruption un cas isolé et non pas une violence systémique. Et cela accredit l'idée selon laquelle procès et prison sont au service de la vraie justice.	

EST-CE QUE...	RÉDUIT LE BUDGET DE LA POLICE ?	QUESTIONNE L'IDÉE SELON LAQUELLE LA POLICE ACCROÎT LA SÉCURITÉ ?	RÉDUIT LES OUTILS / TACTIQUES TECHNOLOGIES DONT DISPOSE LA POLICE ?	RÉDUIT LE CHAMP D'ACTION DES SERVICES DE POLICE DANS LA SOCIÉTÉ ?	
Bloquer la rémunération des policier-es suspendu-es le temps d'une investigation.	Oui. Cela permet d'augmenter les budgets consacrés à la communauté. Les contribuables cessent de payer pour les dommages causés par la police contre la population.	Oui. Cela met à mal l'idée selon laquelle les violences policières et les coûts administratifs qu'elles impliquent font partie des risques incontournables de la production de « sécurité ».	Oui. Laisser les policier-es suspendu-es toucher leur paye diminue, de leur point de vue, les conséquences de leur usage de la force et les autorise en fin de compte à être violent.	Oui. Moins nous soutenons financièrement des policier-es soupçonné-es d'avoir tué ou fait un usage excessif de la force, moins la police est soutenue.	
Suspendre les retraites des policier-es impliqué-es dans des violences excessives, et interdire leur réembauche.	Oui. Cela permet d'augmenter les budgets consacrés à la communauté. Les contribuables cessent de payer pour les dommages causés par la police contre la population.	Oui. Cela remet en question l'idée que les meurtres et l'usage excessif de la force sont des exceptions et non la règle.	Oui. Cela réduit les possibilités de muter ou de réembaucher un agent connu pour être violent.	Oui.	
Imposer aux policiers de payer les dommages et intérêts versés à une victime.	Oui. Cela permet d'augmenter les budgets consacrés à la communauté. Les contribuables cessent de payer pour les dommages causés par la police contre la population.	Oui. Cela remet en question l'idée selon laquelle la police et ses dépenses sont indispensables à notre sécurité. La population ne devrait pas avoir à payer pour les inévitables violences policières.	Oui. Cela pousse les policier-es à rendre compte de leurs actes, au moins financièrement, et délégitime la fatalité des violences policières.	Oui.	
Limiter les heures supplémentaires et abandonner les formations militaires.	Oui. On peut augmenter les budgets consacrés à la communauté, étant donné que nous n'avons plus à payer pour que les flics apprennent comment mieux faire la guerre à la population.	Oui. Cela remet en question l'idée selon laquelle, pour assurer notre sécurité, la police devrait être formée à « l'antiterrorisme » et aux autres types de surveillance et d'activités d'ordre militaire.	Oui. Les entraînements au tir et les salons d'armement sont l'occasion de renforcer l'infrastructure des services de police et de façonner des outils, technologies et tactiques pour l'avenir.	Oui. Cela empêche la police d'augmenter encore sa légitimité en tant que « premier rempart » ses moyens et ses compétences, qui tendent son influence sur l'espace public et notre vie quotidienne.	
Mettre la priorité sur les dépenses consacrées à la santé, à l'éducation, aux logements abordables.	Oui.	Oui. Repenser la hiérarchisation des dépenses sociales ouvre un espace à l'imagination, à l'éducation et à la réflexion, et cela crée des ressources qui produisent effectivement du bien-être.	Oui. Si nous revoyons à la baisse les budgets de la police, cela réduira le développement des outils et des technologies.	Oui.	
Réduire le nombre de policier-es	Oui.	Oui.	Oui.	Oui.	

besoin de rendre vivante l'expérience scolaire pour les enfants et de les impliquer dans la production d'un environnement sûr plutôt que de les criminaliser.

Le mouvement « Defund the police » (« Couper les vivres à la police ») qui apparaît dans les rues à travers le pays est l'expression de beaucoup de ces idées qui ont infusé ces dernières années. Je fais partie d'un mouvement rassemblant plusieurs organisations sur le terrain, dans plusieurs villes, qui n'ont eu de cesse de s'élever contre ces programmes de criminalisation de masse – et qui n'ont pas arrêté de dire « Nous n'avons pas besoin d'une nouvelle prison, nous avons besoin de centres de loisirs pour les jeunes. Nous n'avons pas besoin d'une école de police. Nous n'avons pas besoin que la police prenne en charge les services de santé mentale, nous avons besoin de réels centres de soin pour la santé mentale. »

Mon espoir est que ce qui arrive aujourd'hui dans tout le pays aidera à améliorer ces mouvements et à renforcer leur puissance d'agir. Et je pense que tout effort pour plus de justice économique et raciale aux États-Unis doit aussi lutter contre la logique carcérale, qui risque toujours de s'abattre sur nous et nos mouvements.

Les problèmes de la police viennent du trop-de-police

Discours à propos du mouvement Defund the police¹

Par Alex S. Vitale

Texte original : « We must defund the police now », Jacobin, 6 juin 2020.

Traduit de l'anglais (É-U) par Ferdinand Cazalis

Après les meurtres de Mike Brown, Eric Garner, Tamir Rice et bien d'autres par des policiers, l'administration Obama, les maires et les commissaires de police nous avaient assuré en chœur : « Ne vous inquiétez pas, nous voyons bien qu'il y a un problème, mais nous allons y remédier. On a prévu un ensemble de réformes qui vont arranger tout cela. On va lancer des formations pour les policier·es au sujet des préjugés raciaux, sur le désamorçage de la violence, sur les problèmes rencontrés face à des personnes atteintes de troubles mentaux. On va mener des séries de rencontres entre la population et la police dans les quartiers, au cours desquelles nous parlerons de racisme, nous nous excuserons pour les erreurs du passé, et un jour, peut-être pourrons-nous poser un genou à terre ensemble. »

« Nous allons équiper tous nos agents de caméras-piétons ; nous allons créer des systèmes d'alerte pour dépister très tôt les brebis galeuses au sein de nos services afin de pouvoir les éliminer. La population reprendra confiance en la police, et nos policier·es pourront reprendre l'important travail qu'ils ont à mener. »

C'est presque mot pour mot ce que Barack Obama a redit cette semaine dans une réunion virtuelle publique : nous devons nous réatteler à ces réformes, proposées il y a cinq ans, car elles n'ont pas été assez appliquées. On doit réinjecter de l'argent dans la police ; il faut plus de rencontres entre la police et les citoyen·nes, et tout cela devrait régler les problèmes que nous avons avec la police.

Or Minneapolis a déjà fait tout cela. En fait, la ville a rédigé un rapport en 2018 pour détailler toutes les fantastiques réformes qu'elle a adoptées dans ses protocoles, reprenant par le menu toutes les propositions émises par les missions d'enquête d'Obama pour une police du XXI^e siècle – ce que l'on pourrait appeler « justice procédurielle » dans

sa plus pure expression. Et l'idée que toutes ces réformes véhiculent, c'est que les problèmes de la police sont dus au manque de professionnalisme et à des préjugés individuels... avec peut-être quelques lacunes en termes de transparence et de contre-pouvoirs officiels. Ainsi n'aurions-nous qu'à arranger ces choses, et la police pourrait reprendre sa fonction normale de préservation de la loi et l'ordre.

Or l'échec de toutes ces réformes de méthodes tient au fait que le problème vient non pas de la manière dont la police fait ce qu'elle fait, mais de ce qu'elle est chargée de faire.

Si nous commettons cette erreur, c'est en partie sous l'effet d'un nombre croissant d'événements singuliers abominables, avec des crimes policiers d'une extrême violence. Mais les problèmes de la police vont bien au-delà de ces cas précis. Les problèmes de la police viennent de ce que j'appellerais un « trop-de-police » (*over-policing*). Et au cours des cinq dernières années, en même temps que les réformes dont nous parlions étaient mises en œuvre, nous n'avons pu observer aucun changement dans ce « trop-de-police ». Et il n'y a eu aucune diminution du niveau de violences et de meurtres commis par la police.

Nous n'avons presque aucun résultat à mettre sur la table pour justifier les dizaines de millions de dollars que nous avons insufflés dans les budgets de la police pour l'améliorer.

La colère à laquelle nous assistons dans les rues de Minneapolis et à travers tout le pays est en partie l'expression de cette frustration, du sentiment d'être dupé-es – par ces maires qui nous ressortent leurs réformes pour apaiser nos mouvements, pour pouvoir retourner au lit et, pendant ce temps, financer leur guerre aux drogues, leur guerre au crime, leur guerre aux gangs, leur guerre aux immigré-es ou au terrorisme, comme ils et elles l'ont toujours fait. Et continuer à inonder nos écoles de policier-es, de faire de l'addiction une question à régler dans les tribunaux, et de mettre en prison les sans-abri ou les personnes avec des troubles mentaux.

Autant de fausses solutions pour nos problèmes de société – des manières de les masquer, de légitimer notre système politique et économique qui produit en masse des sans-abri, de la maladie mentale sans aucun soin prévu, des morts dues à la drogue.

Il est grand temps d'arrêter de vouloir rendre la police plus sympa, plus amicale, plus respectueuse de la loi.

Nous n'avons aucun besoin d'offrir à la brigade des stupés des formations contre les préjugés pour mieux gérer le racisme dans la guerre contre la drogue. Nous devons en finir avec la guerre contre la drogue. Mais nos dirigeant-es politiques ne sont pas prêt-es pour ce genre de décisions.

Ils et elles continuent à imposer des politiques d'austérité, par lesquelles les ressources du gouvernement servent à enrichir les plus riches, subventionner les segments de l'économie les plus prospères, dans l'espoir d'un ruissellement magique sur le reste de la population. Hé bien moi, par exemple, qui suis un employé syndiqué de la fonction publique à New York depuis vingt ans, je n'ai toujours pas vu la couleur de ce ruissellement. Voilà une part de la frustration que nous voyons éclater aujourd'hui.

Nous devons repenser la manière dont nous faisons de chaque problème social un problème à régler par la police. La criminalisation de toute situation remplace un système de sécurité sociale digne de ce nom, protégeant efficacement de la misère, et une plus grande égalité des chances face aux opportunités économiques.

Comment pouvons-nous sortir de ce bordel ? Pour cela, on doit ôter des mains des policier-es les jouets qu'on leur a donnés – leur enlever leurs brigades spéciales, leur sucrer leurs heures supplémentaires, réduire les effectifs... Idéalement, et pour parler de manière plus précise, on peut dire que partout où l'on arrêtera de mettre des policier-es dans les écoles, et que l'on utilisera ces fonds pour des biens publics, nous créerons de meilleurs environnements d'apprentissage pour nos enfants. À New York, nous avons cinq mille membres de la police municipale (NYPD) dans les écoles municipales – soit plus que tou-tes les travailleur-euses sociaux-ales réuni-es. Nous n'avons aucun besoin de ça.

Ce dont nous avons besoin, ce sont plus de travailleurs et travailleuses sociales, plus d'assistant-es de vie scolaire, plus d'activités extrascolaires de bonne qualité. Et nous avons besoin de cesser de tout miser sur un système disciplinaire fondé sur l'évaluation des élèves et des examens couperets, qui ne repose que sur le par-cœur. Nous avons